

N'oublions pas Jérusalem

La nouvelle conjoncture qui prévaut au Proche Orient depuis le sommet de Charm el-Cheikh du 8 février dernier, a fait naître l'espoir d'y voir s'engager réellement un processus menant à la paix, pour la première fois depuis les accords d'Oslo (1993).

L'arrêt des attentats, la libération d'un petit nombre de prisonniers, l'amorce d'une remise à l'Autorité Palestinienne du contrôle de certains centres urbains en sont les premières manifestations, en attendant que se concrétise l'intention proclamée par les autorités israéliennes d'évacuer les colonies de Gaza et certaines implantations dans le Nord de la Cisjordanie.

Mais de lourdes incertitudes demeurent. Elles sont dues, non seulement aux inconnues de l'environnement régional, mais aussi à l'existence de sérieux obstacles que l'euphorie suscitée par cette première rencontre Abbas-Sharon ne doit pas masquer. Parmi ces obstacles, il faut citer la poursuite de la construction d'un mur dit «de sécurité » mais qui empiète sur les Territoires Occupés, préfigurant une annexion et la poursuite de l'extension des colonies.

Concernant la ville de Jérusalem, celle-ci a vocation, en vertu du Droit International, à être la capitale de deux Etats. Le Quartet (les Nations Unies, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie), promoteur de la «feuille de route », l'a rappelé en insistant sur le concept de continuité territoriale. Pourtant, Jérusalem n'échappe pas à l'entreprise de colonisation :

- un mur de 9m de haut coupe les quartiers arabes de Jérusalem-Est, paralysant la vie quotidienne,
- la construction de maisons israéliennes se poursuit à l'est de la ville,
- une menace d'expropriation en application de la loi des absents pèse sur les habitants palestiniens, même si elle est suspendue pour le moment,
- leur vie est rendue de plus en plus difficile pour les inciter au départ.

Cette réactualisation évidente du concept de « Grand Jérusalem », remet en cause le plan de paix, rendant impossible tout partage futur de la « capitale », condition nécessaire de l'émergence de deux Etats viables et pacifiques.

Nous tenons, avec l' Association Pour Jérusalem, à rappeler l'importance de la ville de Jérusalem pour le règlement du conflit, et l'urgente nécessité d'arrêter toute initiative compromettant l'avenir.

Nous appelons les responsables israéliens et palestiniens, et les pays du Quartet, à respecter la « feuille de route » et à condamner toutes les décisions unilatérales du gouvernement israélien, qui mettent en danger le processus de paix.

Signatures :

NOM, prénom	Ville	Qualité

A retourner à Association « Pour Jérusalem » : 45 avenue du Général Leclerc 93500 Pantin
Ou assocpourjerusalem@yahoo.fr